

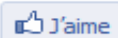


GREEN BUSINESS - 14/10/2011 | 11:11 - 631 mots

Emertec : "Il reste des Graals dans les cleantech"



1



Soyez le premier de vos amis à indiquer que vous aimez ça.

Emertec est l'un des rares fonds français spécialisés dans les cleantech, avec Demeter Partners, et le seul dédié à l'amorçage. Il gère 120 M€ et possède des participations dans des secteurs variés : le stockage avec McPhy, les microalgues avec Fermentalg, les LED avec Homelights, le traitement de l'air avec Ethera... Alors qu'il prépare la levée d'un nouveau fonds, Bernard Maître, président du Directoire, a expliqué à GreenUnivers ses priorités d'investissement et sa stratégie pour détecter des start-up.



GreenUnivers : Quels sont aujourd'hui les secteurs les plus prometteurs dans les cleantech selon vous ?

Bernard Maître : Il reste des Graals, des domaines dans lesquels tout est à inventer. C'est le cas du stockage de l'énergie, où nous sommes présents via notre participation dans McPhy depuis 2009. Le secteur du smart grid nous intéresse aussi car beaucoup de choses se mettent en place, par exemple le pilotage des consommations électriques dans les data centers ou dans les process industriels. Nous regardons également du côté des nouveaux matériaux et des bioraffineries. La chimie verte offre des perspectives très prometteuses : toute une révolution est en train de s'opérer dans la chimie pour trouver des alternatives aux molécules issues de la pétrochimie. Dans les énergies renouvelables, nous misons surtout sur les biocarburants.

Nous avons déjà investi dans Fermentalg dont les micro-algues ciblent à terme le marché des biocarburants, même si les premiers résultats sont engrangés dans l'industrie alimentaire via l'accord signé récemment avec Sofiprotéol. Emertec cherche avant tout des ruptures technologiques, je ne crois pas qu'une start-up puisse en réaliser dans le solaire ou l'éolien qui sont déjà très matures même s'il reste évidemment des améliorations à réaliser en termes de rendement.

GreenUnivers : Comment détectez-vous vos start-up ?

B. M. : Nous avons des liens très étroits avec des centres de recherche, notamment ceux du CEA qui a d'ailleurs été à l'origine de la création d'Emertec en 1999. Nous sommes aussi très proches des laboratoires du CNRS. Nous avons même dans notre portefeuille davantage de sociétés issues du CNRS que du CEA aujourd'hui. Nous avons aussi de très bonnes relations avec l'Ifremer, l'Inra... Beaucoup de start-up sont des essaimage de ces grands instituts. Les pôles de compétitivité sont également des partenaires très importants pour découvrir des start-up. Nous faisons partie du comité investisseurs du pôle IAR, le pôle Industries et Agro-Ressources de Champagne-Ardenne et de Picardie, et nous collaborons aussi avec Capenergies en PACA, par exemple.

GU : Les jeunes sociétés des cleantech ont souvent besoin de fonds publics pour se développer. Compte-tenu de la crise de la dette, est-ce que vous pensez qu'il y a un risque de voir les financements publics se réduire ?

B. M. : Je ne suis pas vraiment inquiet dans l'état actuel des choses. Les financements ont été confirmés pour les appels à projets du FUI (Fonds unique interministériel) et pour le programme Oséo-ISI en faveur des innovations industrielles. C'est rassurant car ce sont deux dispositifs très importants pour les jeunes sociétés. Le crédit impôt recherche, également vital pour soutenir la R&D, ne devrait pas non plus bouger, en tout cas pour les PME. Toutes ces aides publiques sont évidemment très utiles pour des start-up dont certaines ont besoin de plusieurs années avant d'entrer en phase de commercialisation. Même si elles ne doivent évidemment pas trop dépendre des subventions. Elles peuvent générer des revenus en signant des contrats d'études avec des industriels, par exemple.

GU : D'autres acteurs envisagent de se positionner sur l'amorçage en France. Est-ce que cette concurrence vous inquiète ?

B. M. : La constitution du Fonds National d'Amorçage (*) crée un effet d'aubaine pour un certain nombre d'acteurs qui n'ont jamais fait ce métier. Je ne pense pas que les industriels s'y trompent : c'est un métier difficile en termes de détection des bons dossiers, de constitution des équipes, de définition des priorités, etc. Et là notre expérience est largement démontrée. De ce fait, nous visons d'ici la mi-2012 un nouveau fonds d'une cinquantaine de millions dont un gros tiers apportés par des industriels.

* : Le Fonds National d'Amorçage, doté de 400 M€, est un fonds de fonds qui n'investira donc pas directement dans les entreprises mais dans des fonds qui investiront dans de jeunes sociétés technologiques de secteurs définis comme stratégiques par l'Etat, dont les cleantech.